



L'emploi en titres-services : mise en perspective et mises au point

par Philippe DEFEYT - Mars 2013

Introduction

Le succès du système des titres-services est indéniable. Et les déclarations sur l'ampleur et la croissance de l'emploi qui découlent de ce succès ne manquent pas.

Par exemple, un président de parti déclare à l'occasion de la conclusion des travaux budgétaires 2012 que « *les titres-services sont essentiels car ils ont permis de réduire le travail au noir et de créer 140.000 emplois ainsi que d'apporter un précieux soutien à 600.000 familles cette année.* » De son côté, « *Monica De Coninck (ministre fédérale de l'emploi) a souligné (mars 2012) l'importance des titres-services en termes d'emploi. En 2012, on prévoit 170.000 travailleurs dans ce secteur* » selon elle.

Note méthodologique : *On soulignera d'emblée que l'expression « emplois créés » est utilisée par facilité car une partie des emplois en titres-services existait préalablement à la mise en route du système. Dès lors, pour une partie des emplois, il faudrait plutôt parler d'emplois "légalisés".*

Les créations d'emplois sont de fait très importantes. Mais encore faut-il les mesurer correctement. Des clarifications méthodologiques s'imposent en effet.

Après avoir rappelé la croissance de l'activité en titres-services, cette note se penche en détail sur le niveau d'emploi en titres-services et sur l'augmentation de l'emploi, en termes absolus et relatifs.

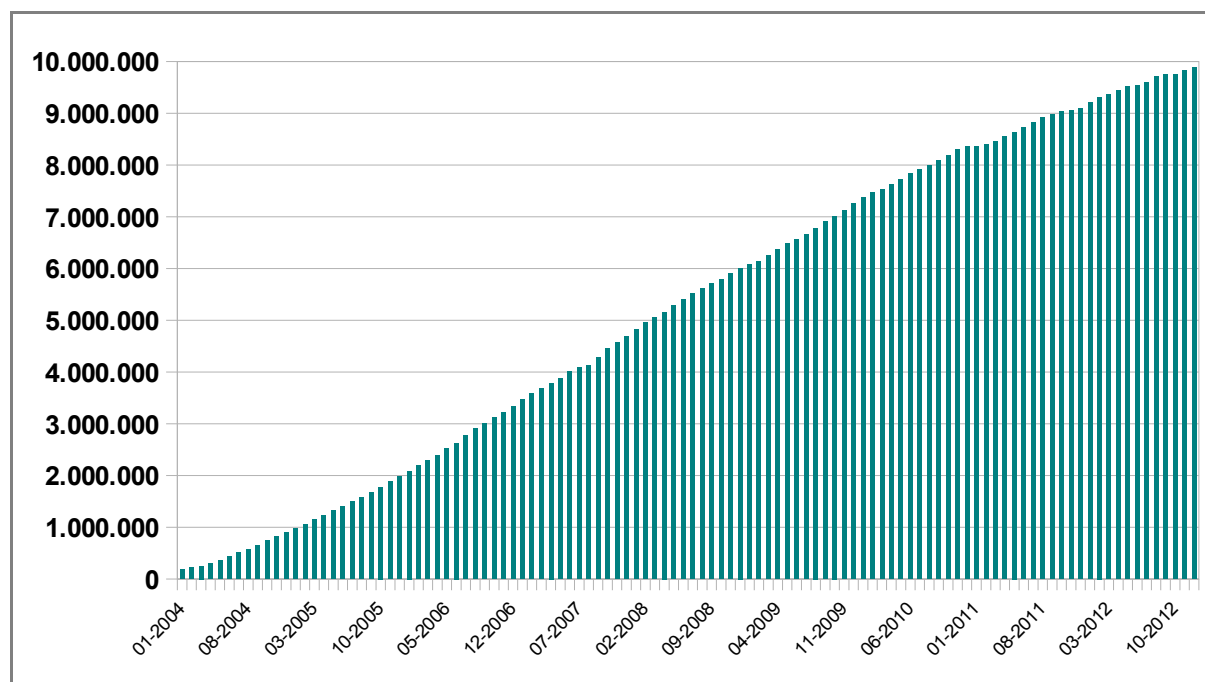
Elle se conclut sur une ré-estimation du coût brut et du coût net – pour les finances publiques – par emploi créé dans le système des titres-services et quelques réflexions prospectives.

Titres-services : une activité en forte expansion

Le graphique suivant (haut de la page suivante) montre l'importante croissance du nombre mensuel de titres-services remboursés. Fin 2012 on est, en tendance, proche de 10 millions de titres-services remboursés par mois contre environ 200.000 par mois début 2004.

Note méthodologique : *La série ci-dessus reprend également les titres-services « aide à la maternité ».*

Nombre de titres-services remboursés par mois – tendance – 01/2004-12/2012



Source : ONEM – Calculs et estimations : IDD

Le tableau ci-dessous indique la répartition régionale la plus récente des titres-services remboursés. Il faut cependant savoir que les chiffres de remboursement sont biaisés par un effet de siège social important, lié à l'activité titres-services des principales entreprises d'intérim. Les chiffres d'achat ou de déduction fiscale par résidence des utilisateurs (61,00% Flandre, 27,45% Wallonie et 11,55% Bruxelles) ou des travailleuses (60,1% Flandre, 27,3% Wallonie et 12,6% Bruxelles) ramènent les utilisations régionales à des niveaux semblables à celui d'autres indicateurs (PIB et/ou revenus).

Titres-services remboursés par mois – répartition régionale moyenne mensuelle – 4ème trimestre 2012

	Flandre	Wallonie	Bruxelles	Belgique
Nombre	5.084.634	2.205.696	2.923.574	10.213.903
En %	49,78%	21,60%	28,62%	100,00%

Source : ONEM – Calculs : IDD

En 2012 le nombre de titres-services achetés a représenté (avant la déduction fiscale, qui intervient plus tard) une dépense totale proche du milliard d'euros, mais il faut tenir compte de ce que les ventes ont été sensiblement gonflées fin 2012 par la perspective de l'augmentation du prix des titres-services (de 7,5 €/titre à 8,5 €/titre) et peut-être, dans une moindre mesure, par l'entrée en vigueur de nouvelles règles d'utilisation au 1er janvier 2013. (voir tableau en haut de la page suivante)

Un niveau d'emploi moins élevé que proclamé

Les données les plus souvent citées (voir les déclarations politiques citées supra) concernent le nombre total de travailleurs qui – au cours d'une année – ont été occupés au moins un jour en

**Titres-services achetés – en absolu et en % du revenu disponible des ménages
revenu hors revenus imputés – 2004-2012**

	Titres-services achetés millions €	Revenu disponible milliards €	En %
2004	50,8	148,4	0,03%
2005	136,1	152,3	0,09%
2006	241,8	161,3	0,15%
2007	358,1	169,8	0,21%
2008	510,1	179,3	0,28%
2009	590,1	182,6	0,32%
2010	723,1	183,4	0,39%
2011	818,3	186,9	0,44%
2012	922,1	191,9	0,48%

Sources : Bureau fédéral du Plan, ICN, ONEM – Calculs et estimations : IDD

titres-services (première ligne du second tableau ci-dessous) proviennent de l'ONEM. Ces données sont utilisées par IDEA Consult dans ses rapports d'évaluation sur le système des titres-services¹.

Emploi dans les titres-services – l'approche ONEM (= IDEA Consult)

Nombre de travailleurs	2006	2007	2008	2009	2010	2011
en cours d'année (ONEM)	61.759	87.152	103.437	120.324	136.915	149.827
en fin d'année (ONEM)	41.598	61.849	76.233	89.466	99.596	112.961

Source : IDEA Consult

L'approche "nombre de travailleurs en cours d'année" permet certes de gonfler le bilan "emploi" du système des titres-services mais ne correspond en rien aux concepts le plus souvent utilisés, à savoir l'emploi en fin de période (ONSS) et/ou l'emploi moyen observé au cours d'une période (BNB, Bureau fédéral du Plan et ICN). L'approche n'est pas neutre. Le coût brut et net d'un emploi créé en titres-services varie bien sûr en fonction du dénominateur retenu. On verra ce qu'il en est ci-après.

Le tableau ci-après calcule l'évolution de l'emploi en titres-services sur base de l'approche la plus souvent retenue aujourd'hui en Belgique, à savoir la moyenne annuelle, et la compare avec les données ONEM-IDEA Consult souvent évoquées par les décideurs politiques. L'image est pour le moins différente, si pas en évolution en tout cas en niveau !

***NB :** Mon estimation pour l'emploi moyen en 2012 implique qu'il y avait environ 116.500 emplois titres-services fin 2012 (ONSS + ONSS-APL).*

**L'emploi dans les titres-services :
l'approche ONEM-IDEA Consult et l'approche "moyenne annuelle"**

Nombre de travailleurs	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
en cours d'année (ONEM)	61.759	87.152	103.437	120.324	136.915	149.827	nd
moyenne annuelle (est. IDD)	24.921	38.292	58.300	77.687	93.496	105.107	113.200

Sources : IDEA Consult, ONEM, ONSS – Calculs et estimations : IDD

¹ Voir les rapports pour les années 2005 à 2011 : <http://www.emploi.belgique.be/moduleTab.aspx?id=10146&idM=163>.

Même après avoir recalculé les niveaux d'emplois, la croissance de l'emploi en titres-services reste importante, en termes absolus comme en termes relatifs. C'est ce que montrent les 2 graphiques reproduits à l'Annexe 1, qui comparent année après année l'évolution de l'emploi total, de l'emploi dans les titres-services et de l'emploi total hors titres-services (dans l'un l'emploi est mesuré en unités, dans l'autre en équivalents temps-plein).

Les comparaisons en équivalents temps-plein – en niveau et en évolutions – sont évidemment influencées par la plus grande proportion d'emplois à temps partiel dans le secteur des titres-services. Le tableau ci-après indique l'évolution du nombre d'emplois en équivalents temps-plein pour 100 emplois en titres-services.

Nombre d'emplois en équivalents temps-plein pour 100 emplois en titres-services moyennes annuelles

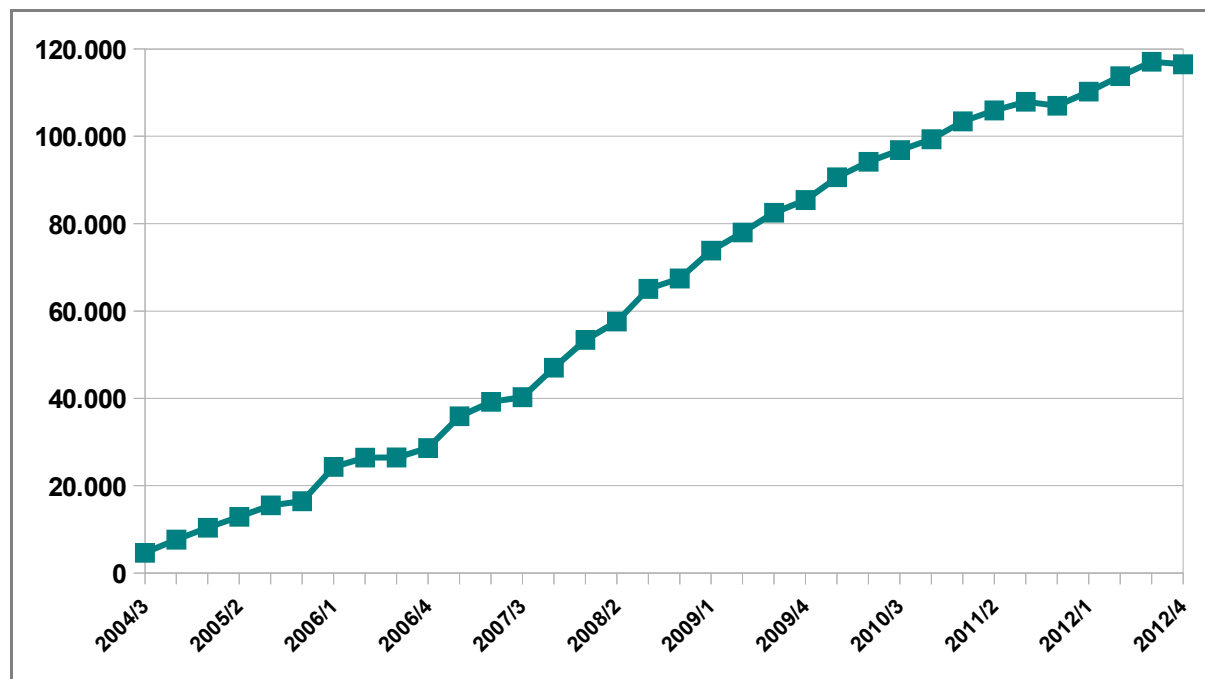
2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
66,6	64,7	66,9	59,7	56,9	56,0	56,0	57,4

Sources : ONEM, ONSS – Calculs et estimations : IDD

Quant au graphique ci-dessous il montre l'évolution de l'emploi en titres-services en fin de trimestre depuis le 3ème trimestre 2004 jusqu'au dernier trimestre 2012.

Note méthodologique : La série ci-dessus ne reprend que les travailleurs en titres-services proprement dits, hors encadrement donc.

L'emploi titres-services en fin de trimestre – 2004/03-2012/04 – en unités



Sources : IDEA Consult, ONEM, ONSS – Calculs et estimations : IDD

Le tableau ci-après montre les évolutions de l'emploi cumulées sur la période 2004-2012. Si on considère le seul secteur privé (qui représente 96% de l'emploi en titres-services), le secteur des titres-services contribue à lui seul à hauteur de 44% des créations nettes d'emploi et de 28% si

on mesure l'emploi en équivalents temps-plein.

Emploi salarié et emploi en titres services – calculs sur moyennes annuelles évolutions cumulées 2004-2012 – en milliers

	Emploi total	Emploi titres-services	En % du total	Emploi hors titres-services
Emploi total	299,5	111,1	37,1%	188,4
Emploi secteur privé	244,9	107,0	43,7%	137,9
Idem en ETP	214,0	60,8	28,4%	153,1

Sources : Bureau fédéral du Plan, ICN, IDEA Consult, ONEM, ONSS – **Calculs et estimations** : IDD

La contribution du secteur des titres-services est plus massive encore si on considère la période 2008-2012, soit la période de crise récente. Comme l'indique le tableau suivant, l'emploi privé – en unités et en équivalents temps-plein – aurait stagné sans les emplois en titres-services.

Emploi salarié et emploi en titres services – calculs sur moyennes annuelles évolutions cumulées 2008-2012 – en milliers

	Emploi total	Emploi titres-services	En % du total	Emploi hors titres-services
Emploi total	66,1	54,9	83,1%	11,2
Emploi secteur privé	49,4	53,2	107,7%	-3,8
Idem en ETP	30,6	29,3	95,6%	1,3

Sources : Bureau fédéral du Plan, ICN, IDEA Consult, ONEM, ONSS – **Calculs et estimations** : IDD

Un coût par emploi plus important que l'estimation officielle

Dans ses rapports d'évaluation du système des titres-services, IDEA Consult estime le coût brut et le coût net – pour les finances publiques – par emploi créé.

Premier constat : le dénominateur utilisé par IDEA Consult est le nombre total de travailleurs sur l'année, ce qui est méthodologiquement incorrect et conduit à sous-estimer le coût par emploi créé, comme le montre le tableau suivant.

Coût par emploi crée en titres-services – deux calculs – 2011

	Version IDEA Consult	Version IDD
Nombre de travailleurs/emploi	149.827	112.561
Coût brut total – en millions €	1.655	
Coût brut par travailleur/emploi – en €	11.048	14.706
Coût net total – en millions €	999	
Coût net par travailleur/emploi – en €	6.670	8.878

Source : IDEA Consult, ONSS – **Calculs et estimations** : IDD

Second constat : il semble qu'IDEA Consult considère que les revenus générés par les créations

d'emplois en titres-services sont des revenus additionnels par rapport à un scénario toutes choses égales par ailleurs. Ceci me semble méthodologiquement faux, et, en l'occurrence, une vision optimiste. En effet, l'argent consacré par les ménages à l'achat des titres-services est, au moins en partie, distrait d'autres usages potentiels, qui auraient aussi généré des recettes (para)fiscales.

J'estime que le coût net – en 2013 – d'un emploi équivalent temps-plein, tenant compte des nouvelles règles, est d'environ 15.000 €/an. C'est moins que le coût net d'emplois créés par d'autres aides à l'emploi, même s'il faut comparer avec une grande prudence ces résultats avec les résultats d'études "semblables" du Bureau fédéral du Plan (données plus anciennes, méthodologies différentes, hypothèses autres, etc.)².

Mais peut-être, au moment où ces moyens d'action publics vont être régionalisés, y a-t-il lieu d'examiner la meilleure affectation possible des importants montants budgétaires (1,615 milliard €³ en 2013, hors dépense fiscale) injectés dans l'économie .

A mon estime, deux autres secteurs au moins sont susceptibles de générer des effets sur l'emploi par € dépensé du même ordre de grandeur et de proposer des emplois de meilleure qualité, tout en rencontrant des besoins souvent vus comme essentiels : les maisons de repos et de soins et le secteur des aides-familiales, aides-ménagères, etc.

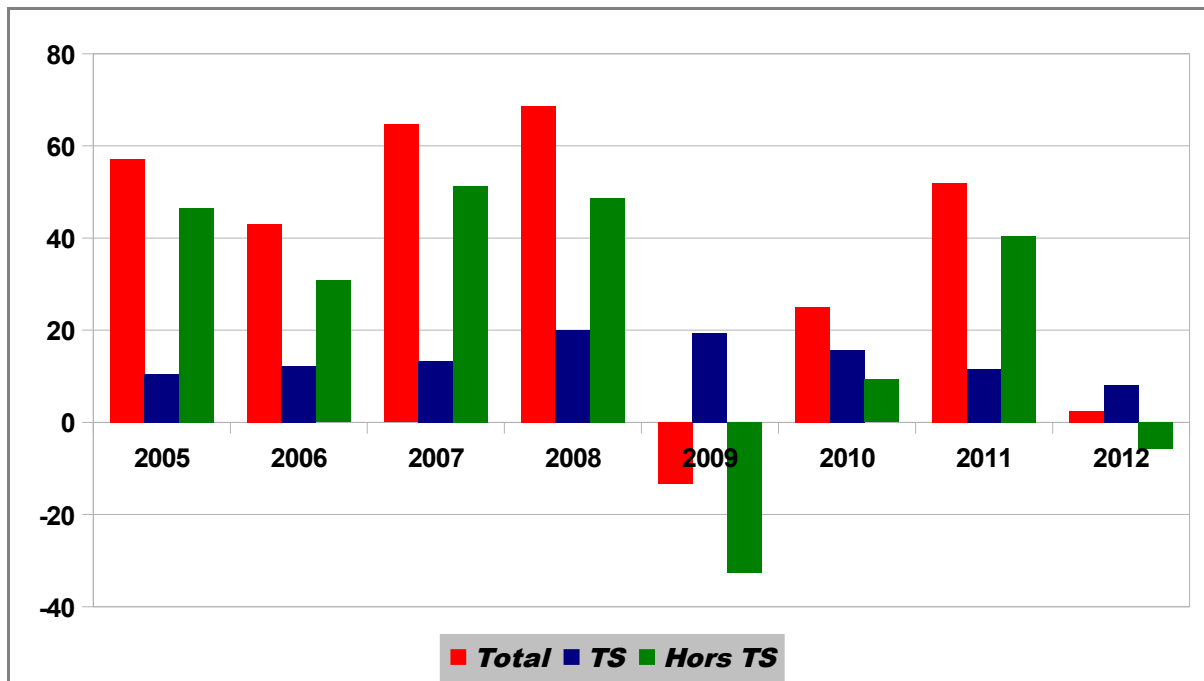
Pourvu, en tout cas, qu'il y ait au moins un débat sur ces questions et qu'il s'appuie sur des évaluations en matière d'emploi, de retombées sur les dépenses sociales, etc., qui tiennent la route. Cette note a pour seul objectif d'alimenter ce débat, non de le trancher.

² Voir, par exemple, Delphine Bassilière, Francis Bossier, Ingrid Bracke, Igor Lebrun, Luc Masure, Peter Stockman, « Variantes de réduction des cotisations sociales et de modalités de financement alternatif », Bureau fédéral du Plan, Working Paper n° 97, janvier 2005 (<http://www.plan.be/admin/uploaded/200605091448075.PP097fr.pdf>).

³ Estimation des BUDGETS DES RECETTES ET DES DÉPENSES pour l'année budgétaire 2013 – Exposé général à la Chambre des représentants (Voir : <http://www.dekamer.be/FLWB/PDF/53/2520/53K2520001.pdf>, p.31).

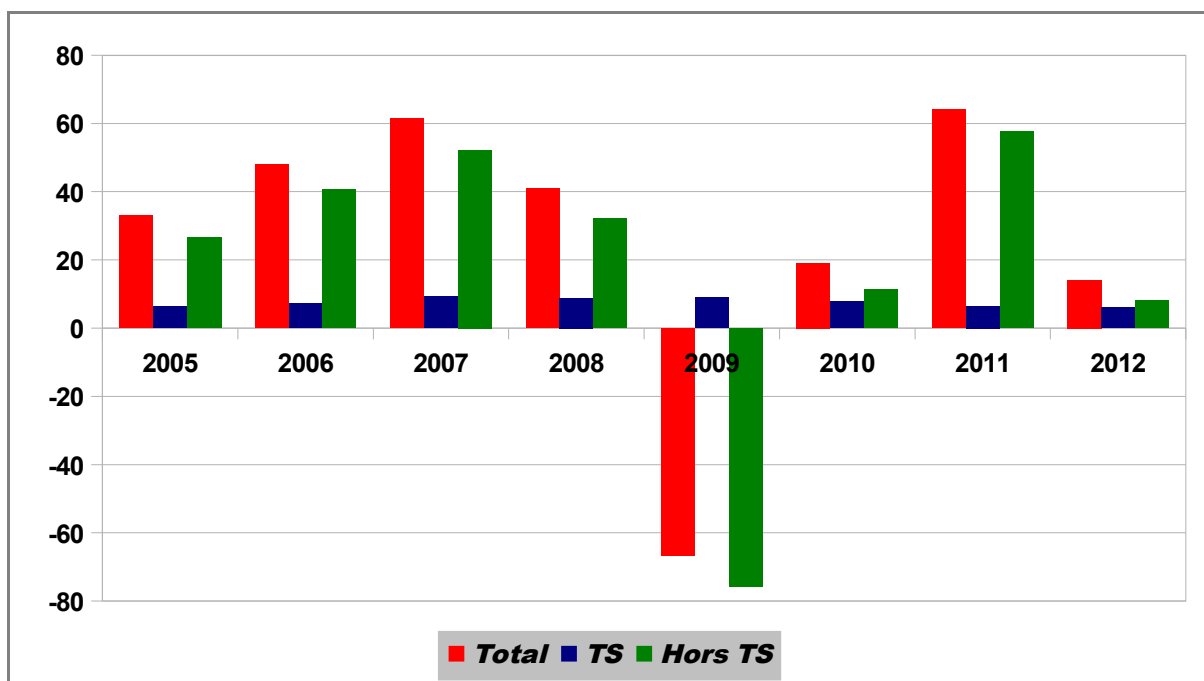
Annexe Évolutions de l'emploi à un an d'écart, avec et sans titres-services en unités et en équivalents temps plein, moyennes annuelles

Évolutions de l'emploi salarié à un an d'écart – emploi privé et public – en milliers



Sources : Bureau fédéral du Plan, ICN, IDEA Consult, ONEM, ONSS– Calculs et estimations : IDD

Évolutions de l'emploi salarié à un an d'écart en milliers équivalents temps-plein – secteur privé



Sources : IDEA Consult, ONEM, ONSS– Calculs et estimations : IDD